

# SÉNÉGAL : PASSÉ ET AVENIR D'UNE CRISE AGRICOLE

par Ph. BONNEFOND\* et Ph. COUTY\*

## ABRÉVIATIONS

AOF	Afrique occidentale française
CCCE	Caisse Centrale de Coopération Economique
CBE	Communauté Economique Européenne
CPSP	Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix
F CFA	Franc de la Communauté Financière Africaine (= 0,02 FF)
FF	Franc Français
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire (Dakar)
MRE/CODEV	Ministère des Relations Extérieures - Coopération et Développement (Paris)
Min. Coop. SEQUI	Ministère de la Coopération. Service des Etudes et des Questions Internationales (Paris)
ONCAD	Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement (Dakar)
ORSTOM	Jusqu'en 1984 : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer. Depuis 1984 : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Paris)
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé.
SATEC	Société d'Aide Technique et de Coopération (Paris)
SEAE	Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères (Paris)
SEIB	Société Electrique et Industrielle du Baol
SOVEVA	Société pour le Développement et la Vulgarisation Agricole
SONACOS	Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal
SRDR	Société Régionale de Développement Rural

**NB.** — Le ministère de la Coopération, 20, rue Monsieur, 75700 Paris, a, suivant les époques, été désigné de façons diverses : Secrétariat d'Etat aux Affaires

\* Economistes, chercheurs à l'ORSTOM.

Revue Tiers Monde, t. XXIX, n° 114, Avril-Juin 1988

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° 25124 ex 1  
Cpte B

65 M

835

Etrangères, Ministère des Relations Extérieures - Coopération et Développement, Ministère de la Coopération.

L'Institut français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération continue à être désigné par le sigle ORSTOM.

Dans un « Que sais-je ? » de 1964 consacré au Sénégal et à la Gambie, le gouverneur Deschamps, devenu professeur en Sorbonne, parlait de l'arachide dès la troisième ligne d'un chapitre intitulé « Economie et Plan ». Le mot « arachide » revenait ensuite comme un leitmotiv :

L'économie d'échanges mondiaux est limitée à la zone de l'arachide... Le Sénégal jouit d'un rang singulièrement privilégié grâce à l'arachide et à la proximité de la mer... L'arachide reste la culture reine, produit d'échange totalitaire... (chap. VI, *passim*).

Vingt ans plus tard (1985), un nouveau « Que sais-je ? », signé par Ph. Decraene, vient remplacer celui du gouverneur Deschamps. Cette fois, dans le chapitre consacré à l'économie, le mot « arachide » n'apparaît qu'à la vingt-quatrième ligne, bien après ceux de « déficit céréalier ». Deux pages traitent de l'arachide (p. 80-82). Elles débutent par des allusions désabusées aux variations climatiques, aux difficultés d'évacuation et de stockage, à l'extension progressive des surfaces consacrées aux cultures vivrières, à la stagnation ou à la régression de la culture de l'arachide d'huilerie... La conclusion signale mélancoliquement que « la concurrence des oléagineux européens et américains se fait de plus en plus aiguë » (p. 82).

Ce raccourci ne dit pas tout sur l'histoire économique et sociale du Sénégal depuis l'indépendance, mais il indique probablement l'essentiel, à savoir l'essoufflement d'une production qui a longtemps joué un rôle moteur dans le mouvement économique du pays et qui n'a pas été remplacée. Par ailleurs, la production céréalière sénégalaise, plus précisément la production céréalière commercialisée sur le marché intérieur, n'atteint pas le niveau qui permettrait de supprimer ou de réduire sensiblement les importations alimentaires autrefois payées grâce à l'arachide. Au problème de la croissance et du développement économiques d'ensemble, s'ajoute donc un problème spécifique d'équilibre vivrier et d'équilibre extérieur. La situation est préoccupante car elle découle d'évolutions de longue durée dont le résultat actuel est difficilement modifiable.

Malgré des incertitudes notables, les données démographiques et macro-économiques dont on dispose actuellement révèlent bien la nature du problème. La Banque mondiale (1986, p. 198 et 246) évalue la population sénégalaise à 6,4 millions d'habitants en 1984, et elle constate ou prévoit des taux croissants d'accroissement démographique qui porteraient cette popu-

lation à 10 millions d'habitants en l'an 2000. L'étude française du MRE/CODEV de 1983 enregistre ou projette pour sa part des taux d'accroissement en diminution régulière de 1975 à 2000, et prévoit à cette date une population de 7 867 214 habitants, soit 26 % de moins que la Banque mondiale.

En ce qui concerne la production, les divergences ne sont pas moindres. D'après la Banque mondiale (1986, p. 200), le PIB sénégalais aurait augmenté en moyenne de 1,5 % par an de 1965 à 1973, puis de 2,6 % par an de 1973 à 1984. Les estimations officielles sénégalaises font état d'une croissance du PIB en volume d'environ 3 % par an depuis 1980, mais les experts français ramènent ce taux à un niveau moindre : 0,5 % par an de 1979 à 1984 (Min. Coop., sources internes), 0,7 % par an de 1975 à 1981 (Braibant, 1986, p. 18). On peut admettre que depuis 1968, le trend de croissance de longue période se situe autour de 1 % par an, et que la tendance se maintient. Cette atonie économique s'explique par l'absence de croissance du secteur rural, par la paralysie du secteur moderne, par la décroissance de la dépense publique en termes réels depuis 1980. Ni la pêche, ni les phosphates, ni le tourisme n'ont réussi à suppléer les anciens facteurs de croissance défail-lants. C'est en agriculture que les résultats semblent particulièrement médiocres. En 1965, l'agriculture au sens large (secteur primaire) contribuait à raison de 25 % au PIB sénégalais, mais cette part était tombée à 17,6 % en 1984 (Banque mondiale, 1986, p. 200). Si l'on considère les cultures *stricto sensu*, leur part dans le PIB est encore moindre : 17 % en 1965, 7,4 % en 1984 (Min. Coop., sources internes). Or les trois quarts de la population active sont employés dans l'agriculture, c'est-à-dire dans un secteur dont la production n'augmente pratiquement plus depuis une vingtaine d'années.

L'image d'ensemble est assez claire : au cours des vingt dernières années, le PIB sénégalais s'est accru lentement, le PIB agricole restant à peu près stable. La population, pour sa part, n'a cessé d'augmenter. On comprend, dès lors, que le PNB par habitant ait *diminué* en moyenne de 0,5 % par an de 1965 à 1984 (Banque mondiale, 1986, p. 198).

Nous tenterons, dans cet article, de tracer un tableau synthétique de la situation actuelle, ainsi que de ses principaux antécédents historiques.

## I. — VICISSITUDES DE LA DYNAMIQUE ARACHIDIÈRE

L'arachide constitue la principale source de revenu pour le paysan sénégalais, et elle tient une place importante (même si elle est en baisse) dans les exportations. La récolte 1985/1986 a été estimée à 600 000 t-coques, en baisse de 10 % par rapport à la campagne précédente; la non-fourniture de

semences et d'engrais explique, au moins en partie, cette régression. La commercialisation officielle au contraire, avec 355 000 t (59 % de la production) s'est améliorée (+ 50 %), se retrouvant au niveau de 1983/1984 — campagne au cours de laquelle les huiliers n'avaient trituré que 216 000 t d'arachides-coques alors que leur capacité est de 950 000 t. Malgré un prix au producteur en hausse et la fin de toute retenue à la source, il existe toujours une concurrence du marché parallèle, de la trituration artisanale et des exportations frauduleuses.

Le revenu monétaire net distribué officiellement aux paysans a été de l'ordre de 32 milliards de francs CFA, soit nettement plus que le niveau atteint lors de la campagne précédente (environ 13 milliards de francs CFA). Les agro-industries ont une activité réduite, ce qui a une conséquence sur l'ensemble de l'économie sénégalaise. La filière arachidière est déficitaire; l'arachide ne fait plus partie des produits dont s'occupe la CPSP, aussi revient-il désormais à la SONACOS de régler elle-même le déficit des huileries, sans savoir où trouver l'argent nécessaire. La création d'un fonds spécial n'est pas souhaitable, mais l'Etat risque d'être tôt ou tard mis à contribution malgré sa décision de désengagement. Des économies peuvent toutefois être réalisées sur la filière par la fusion de la SONACOS et de la SEIB, par certains licenciements et par la fermeture éventuelle d'une des usines (à Diourbel).

En 1985, les exportations de produits arachidières se sont élevées à 31,8 milliards de francs CFA, soit une baisse de 60 % par rapport à l'année précédente. La situation ne risque pas de s'améliorer, compte tenu de l'effondrement des cours de l'huile d'arachide. Ceux-ci ont chuté de 9 960 FF/t en mai 1985 à 4 081 FF en juin 1986 (en passant par un minimum de 3 463 FF en mars). Les exportations de produits arachidières de 1985 ont représenté seulement 13 % de l'ensemble des exportations sénégalaise, contre 23 % l'année précédente.

Dès 1850, nous rapporte Monteil (1966, p. 189), le gouverneur Protet jugeait que les arachides devaient « sauver le pays ». Point de vue bien dans la ligne de l'option prise lors de l'émancipation des esclaves en 1848, et qui consistait à faire cultiver l'arachide par les travailleurs libérés, avec l'appui explicite des marabouts<sup>1</sup>. Ainsi prend son départ un processus qui n'a peut-être pas sauvé l'économie sénégalaise, mais qui l'a modelée jusqu'à l'époque actuelle.

La production d'arachide atteint 100 000 t vers 1900. Elle croît alors

1. Il n'est pas encore question de mourides à cette époque. La confrérie de Sérigne Bamba n'entre en scène que vers la fin du siècle.

plus vite que la population (Vanhaeverbeke, 1970, p. 14). Le tableau suivant fournit quelques repères utiles pour la période antérieure à l'indépendance :

*Moyennes quadriennales de la production d'arachides au Sénégal*  
(milliers de tonnes)

1885/1886-1889/1890	31	1925/1926-1929/1930	458
1902/1903-1906/1907	125	1935/1936-1939/1940	529
1910/1911-1914/1915	232	1953/1954-1957/1958	579

Source : Vanhaeverbeke, 1970, p. 16.

Au premier rang des facteurs qui ont contribué à cette expansion, il faut citer la construction des chemins de fer Dakar - Saint-Louis (achevé en 1885) et Thiès-Kayes (achevé en 1923). Une bonne infrastructure de transport était indispensable en effet à l'extension des surfaces cultivées. Vanhaeverbeke rappelle que cette extension s'est opérée en diagonale du nord-ouest vers le sud-est<sup>2</sup>. Une comparaison récente entre les photos aériennes IGN de 1954 exploitées par Brasseur<sup>3</sup> et l'imagerie Landsat de 1977-1979 montre qu'au cours de cette période, le bassin arachidier a continué à glisser vers le sud et le sud-est, par compensations territoriales complexes entre restructuration de l'espace en amont et structuration en aval (Lake et Touré, 1984, p. 51). Ce mouvement comporte deux aspects : déploiement ou extension d'une part, translation et reproduction d'autre part. Si l'extension paraît avoir primé autrefois, il semble qu'on ait plutôt affaire aujourd'hui à un déplacement dont le terme, selon Lake et Touré, pourrait coïncider avec la fin de ce siècle.

Derrière les phénomènes visibles et cartographiés, on devine une formidable mise au travail des populations. L'encadrement administratif a joué un rôle essentiel, et de ce point de vue, l'organisation mise en place après l'indépendance (coopératives, ONCAD de 1966 à 1980, opération arachide-mil confiée à la SATEC de 1964 à 1968, etc.) n'a fait que prolonger et moderniser des dispositifs ou interventions plus anciens — par exemple l'acheminement des navétanes entre les deux guerres (Suret-Canale, 1964, p. 312-313). Toutefois, des dynamismes autonomes et des motivations extra-économiques ont, eux aussi, puissamment contribué à l'essor de l'arachide, à tel point

2. L'édition imprimée (1970, p. 12) indique : « du nord-est vers le sud-est », mais il s'agit d'une coquille, comme le montre la suite du texte (p. 14) : « Le centre de gravité arachidier, situé de 1850 à 1910 dans la zone du rail, a glissé *via* le Baol vers la région du Sine Saloum... », etc.

3. Cette exploitation a donné lieu à une carte d'utilisation des sols, au 1/100 000 publiée par l'IFAN en 1964.

qu'il apparaît difficile de le dissocier de l'expansion de l'islam confrérique, et notamment du mouridisme (Couty, 1982).

Vanhaeverbeke notait que l'accroissement de la production s'est ralenti après une première phase d'expansion : 7,5 % d'accroissement annuel de 1885 à 1930, mais seulement 2,9 % de 1935 à 1965 (Vanhaeverbeke, 1970, p. 10). Dans la deuxième moitié des années 60, un changement se manifeste : les surfaces ensemencées commencent à plafonner, et tout en connaissant de fortes oscillations, la production cesse d'augmenter (voir tableau en annexe).

Autrement dit, le Sénégal a connu jusqu'en 1967 une croissance de sa production arachidière fondée avant tout sur l'extension des surfaces cultivées et sur un déplacement des cultures vers des zones moins défavorables ou moins usées. Cette croissance agricole a elle-même entraîné une croissance moyenne du PIB de 3 % par an en longue période<sup>4</sup>, légèrement supérieure à l'augmentation de la population. Croissance que l'on peut qualifier d'extensive, pour deux raisons : parce que l'augmentation de la production arachidière n'a pas résulté d'un accroissement de rendement obtenu par intensification, et parce que la population et la production augmentant à peu près au même rythme, l'accroissement de la production par tête était pour ainsi dire exclu<sup>5</sup>.

Reposant pour l'essentiel sur la mobilisation de capacités de production inemployées (terre et travail), la dynamique arachidière s'analyse bien dans le cadre du modèle « Vent-for-surplus » de Myint<sup>6</sup>. Mais une fois à peu près absorbés les surplus de terre, les productivités marginale et moyenne du travail risquaient de diminuer (Vanhaeverbeke, 1970, p. 27 et 43) puisque le nombre de travailleurs continuait à augmenter alors que, faute d'innovations ou d'une quantité suffisante de consommations intermédiaires et d'équipement, les rendements ne progressaient pas.

En fait, la poursuite — à un rythme ralenti — de l'extension des surfaces a permis de lutter dans une certaine mesure contre la tendance à la baisse de la productivité du travail. Cela est tellement vrai que les équipements diffusés dans le Bassin arachidier ont davantage servi à augmenter les surfaces cultivées, lorsque cela était possible, qu'à améliorer les façons culturales sur des surfaces cultivées inchangées, c'est-à-dire à intensifier. Il est même arrivé que cette extension des surfaces cultivées pousse à une

4. L'analyse de ce mécanisme d'entraînement, tentée par Mas (1962), a connu une certaine célébrité parmi les spécialistes du Ministère Français de la Coopération.

5. Reynolds, 1983. Au concept de croissance extensive, Reynolds oppose celui de croissance intensive : la capacité de production croît plus vite que la population et le revenu par tête augmente.

6. Eicher et Baker, 1982, p. 31 ; Myint, 1966, p. 35 sq. ; Hopkins, 1973, p. 231-236.

régression des jachères, entraînant une certaine dégradation de la fertilité (Lericollais, 1972, p. 100). Ainsi les paysans ont-ils pu sauvegarder partiellement la productivité de leur travail, au détriment éventuel des rendements par unité de surface. C'est bien ce qu'atteste la stagnation générale des rendements, ainsi que les résultats de certaines monographies<sup>7</sup>. L'exode en ville, définitif ou temporaire, a pu contribuer lui aussi à ralentir la diminution de la productivité du travail paysan, mais avec des conséquences négatives sur l'évolution du revenu urbain par tête, comme nous le verrons plus loin. Enfin une certaine diminution du temps de travail par actif rural a pu, elle aussi, retarder la baisse de la productivité du travail agricole *stricto sensu*, mais non la baisse des revenus réels puisque les possibilités d'emploi alternatif sont rares ou inexistantes<sup>8</sup>.

Ces réflexions sur l'évolution de la productivité du travail dans le secteur de l'arachide trouvent une confirmation dans les travaux de Braibant (1986, p. 27 sq.). Cet auteur s'est intéressé au rapport entre la production et la population active agricole, rapport qu'il considère comme exprimant la productivité du travail agricole. En fait, le rapport en cause ne peut avoir cette signification que pour une durée de travail constante, hypothèse que seules des enquêtes de temps de travaux pourraient confirmer. En l'absence de cette confirmation, mieux vaut éviter l'assimilation entre production par actif et productivité du travail — ce qui n'ôte rien à l'intérêt des analyses de Braibant. De 1961/1963 à 1982/1984, les superficies cultivées totales (arachide et autres spéculations) n'ont augmenté que de 15 %, alors que la population active agricole s'est accrue de plus de 50 % (Braibant, 1986, p. 27 et 30). La superficie ensemencée par actif a donc diminué, et la production par actif également.

*Superficie cultivée et production par actif agricole*  
(indice 1971 = 100)

	Superficie par actif	Production par actif
1961/1963	101,6	142,9
1982/1984	80,2	113,8

Source : Braibant, 1986, p. 29:

7. Trincas, 1979.

8. Voir cependant Roch, 1975 ; l'apport financier global de la migration de saison sèche, dans un village proche de Touba, ne représente à cette époque pas moins de 1/4 à 1/8 de la production d'arachide du village.

En valeur, la baisse de la productivité du travail a dû être plus sensible encore que celle qui, pour Braibant, résulte de la baisse de production par actif. Suret-Canale notait déjà une évolution défavorable de l'équivalence entre arachide et riz de 1913 à 1956 (Suret-Canale, 1964, p. 372). Mais à partir de 1964, les paysans ont été requis d'augmenter leur production de 25 % en trois ans, par le biais d'une intensification largement fondée sur un supplément de travail, et cela pour pallier les effets d'une baisse du prix producteur<sup>9</sup>. Ils ne pouvaient voir là rien d'autre qu'une baisse de la rémunération de leur travail, coïncidant fâcheusement avec les effets des premières sécheresses.

L'année 1968 marque en fait une rupture de tendance, pour deux raisons :

- apparition de sérieux problèmes climatiques;
- baisse du prix nominal payé au producteur d'arachide<sup>10</sup>, due à la suppression du soutien des prix qui datait du régime colonial. Ce soutien avait été prorogé par la Convention de Yaoundé en 1963, mais seulement pour cinq ans; il était prévu qu'après ce délai les oléagineux devraient entrer au cours mondial en France et dans la CEE.

Après 1968, la production sénégalaise tombe très en dessous du million de tonnes, sauf en 1976, 1977, 1979 et 1983. La conséquence en matière de revenus est mécanique. Alors que de 1960 à 1969 le revenu rural par tête était demeuré stable, à 18 000 F CFA (constants 1971), il baisse en francs constants d'environ 32 % entre 1969 et 1973<sup>11</sup>. Vers 1976, le revenu rural en francs constants revient un peu au-dessus de son niveau de 1960/1961, mais il recommence à baisser dès 1977.

Peut-on espérer une amélioration des rendements de l'arachide?

C'est là une vieille ambition. En 1951, l'agronome Portères proposait d'augmenter la production d'arachide de 70 % grâce à l'accroissement des rendements à l'hectare. De même, l'opération arachide-mil confiée à la SATEC en 1964 et poursuivie par la SODEVA prévoyait une amélioration des rendements de 25 % dès 1967 (Gatin, 1968). En réalité, la quantité d'arachide produite en 1986 n'aura dépassé que d'environ 25 % le niveau atteint en 1951. Pour l'avenir, l'amélioration des rendements arachidiers paraît peu probable : l'arrêt du Programme Agricole depuis 1980-1981 a annulé des années d'effort et compromet le renouvellement du matériel. Selon Braibant (1986, p. 131) les équipements sont retombés en 1985 à leur niveau de 1970. La Nouvelle Politique Agricole de 1984 se traduit principalement par le

9. Le prix de l'engrais, pour sa part, passait de 12 F CFA/kg en 1964 à 16,5 F CFA/kg en 1968.

10. Prix payé au producteur d'arachide en 1967 : 21,5 F CFA/kg ; en 1968 : 18 F CFA/kg.

11. Ministère de la Coopération (source interne).



dépérissement ou la mise en sommeil des Sociétés Régionales de Développement Rural (SRDR). En conséquence, l'engrais n'est plus distribué : 20 000 t seulement ont été épandues pour la campagne 1986-1987, alors qu'il en faudrait dix ou quinze fois plus.

De toute façon, un retour à des niveaux élevés de production arachidière n'est sans doute pas souhaitable; ce retour ne serait guère compatible avec l'évolution du marché mondial. Les cours réels sont en baisse, et les importateurs de la CEE tendent à se tourner vers les concurrents sud-américains, jugés plus aptes à assurer l'approvisionnement régulier du marché. Les tourteaux d'arachide, un moment soupçonnés de véhiculer des aflatoxines cancérigènes, sont de plus en plus remplacés depuis 1980 par des tourteaux de soja pour l'alimentation des ruminants (Perez de Arce, 1986, p. 168). La mise en place au Sénégal d'une usine de traitement des tourteaux a permis cependant de reprendre les exportations vers la CEE.

Bien sûr, une bonne récolte d'arachides, achetée 90 F CFA/kg au producteur, profiterait aux paysans, mais comme il faut 3 kg d'arachide pour fabriquer 1 l d'huile, et que ce dernier vaut seulement 200 F CFA sur le marché mondial (600 \$ la tonne), « le système de production de l'arachide sénégalaise n'est pas rentable au niveau national » (Gaulme, 1986, p. 2784). Dans ces conditions, la tendance actuelle à la trituration artisanale est sans doute justifiée économiquement, mais elle ne peut s'accommoder de niveaux de production considérables<sup>12</sup>.

La production d'arachide a été rentable, pour le paysan individuel comme pour le Sénégal, mais cette rentabilité a longtemps reposé sur le surprix colonial supprimé en 1968. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut remonter jusqu'à 1930, et peser les termes de la lettre que L. Maurel, directeur de l'Union coloniale, adressait cette année-là au président du Conseil, André Tardieu :

... Au Sénégal, où les indigènes ne produisent guère que des arachides, la vente de leur récolte leur a procuré beaucoup moins de ressources que les années précédentes, au point qu'ils seront obligés de restreindre leur alimentation. Il faut s'attendre à ce que, tôt ou tard, les importations, provenant surtout de la métropole, et les recettes budgétaires, dont les douanes sont la principale source, subissent le contre-coup de cette baisse considérable dans la valeur des exportations. Il y a là un ensemble de faits qui nous ont paru très graves pour le développement de l'œuvre coloniale... (Marseille, 1984, p. 213).

12. Même si l'on prend en compte les grandes capacités de consommation d'huile du paysan wolof : 1 l d'huile pour 3 ou 4 kg de riz dans les repas qui accompagnent l'entraide agricole ! (Couty, 1972, p. 199).

Mais, demande J. Marseille,

fallait-il contraindre l'huilerie marseillaise à acheter au Sénégal des arachides plus chères et de moins bonne qualité que celles fournies par l'Inde et le Nigeria? Fallait-il que les consommateurs métropolitains supportent à eux seuls les conséquences d'une mise en valeur archaïque pour permettre à l'industrie cotonnière de conserver ses débouchés? (Marseille, 1984, p. 233).

Le projet de loi du 6 août 1933 devait apporter un début de réponse à cette question. Blaise Diagne, député du Sénégal, en souligna la portée :

Ce n'est pas l'intérêt de tel ou tel industriel qui est ici en jeu... Ce qui est en jeu, c'est la sauvegarde des principes au nom desquels vous avez toujours prétendu travailler pour la colonisation, c'est-à-dire pour la France... Lorsque vous aurez augmenté la capacité financière de ces populations, lorsque vous aurez enrichi l'indigène, il n'y aura plus de chômage dans l'industrie française et cet indigène sera alors capable d'absorber tout ce que vous lui enverrez (Marseille, 1984, p. 291).

Le projet de loi fut adopté. Les arachides en cosses importées de l'étranger, par exemple de l'Inde, étaient frappées d'une taxe douanière. Une partie de la recette devait alimenter des subventions destinées à améliorer la situation du paysan sénégalais. Il suffisait toutefois d'une légère dépréciation de la monnaie anglaise, dans laquelle étaient payées les arachides indiennes ou nigérianes, pour annuler la protection consentie aux arachides sénégalaises. Aussi, malgré l'opposition des huiliers marseillais, la loi de 1933 fut-elle bientôt renforcée par des restrictions quantitatives à l'importation des « graines et fruits oléagineux » en provenance des Indes anglaises ou néerlandaises, du Nigeria et de l'Argentine.

La crise du début des années 30 avait donc poussé à la délimitation d'une zone d'échanges protégés, préservant à la fois une agriculture africaine de faible niveau technique et des industries textiles françaises déclinantes. En 1963, l'un des partenaires — la France — opte pour la voie du développement industriel dans le cadre européen. Le parti est pris alors de payer à partir de 1968 les arachides sénégalaises au cours mondial, bien qu'elles n'aient pas cessé d'être cultivées dans des conditions archaïques et que la baisse des prix-producteurs risque de provoquer des troubles parmi les paysans appauvris. Ces derniers, qui produisent 700 ou 800 kg d'arachides à l'hectare avec 500 heures de travail se trouvent alors brutalement mis en concurrence avec le fermier américain, qui obtient 1 850 kg de soja à l'hectare avec 14 heures de travail (Viau, 1975).

## II. — LE DÉFICIT CÉRÉALIER

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'arachide, mais toute réflexion sur ce sujet doit porter aussi sur les problèmes relatifs aux céréales, que celles-ci soient cultivées dans le Bassin arachidier, comme les mils, sorghos et maïs, ou qu'elles proviennent d'autres régions du Sénégal, voire de l'extérieur, comme le riz et le blé.

Vanhaeverbeke se demandait en 1970 pourquoi l'arachide n'avait pas évincé complètement le mil<sup>13</sup>, alors pourtant que la comparaison des rendements nets à l'hectare, des prix payés au producteur et du coût de production exprimé en heures de travail faisait apparaître un rapport des revenus nets favorable à l'arachide. A cette époque, le revenu horaire du paysan était d'environ 18 F CFA pour le mil, de 31 F CFA pour l'arachide (Vanhaeverbeke, 1970, p. 62).

Or chaque actif consacre encore au mil, vers 1970, en moyenne la moitié des superficies qu'il cultive. Cette moyenne masque évidemment des disparités intéressantes, mais divers auteurs notent que la proportion des surfaces cultivées en mil et en arachide semble varier assez peu à l'intérieur de l'espace sénégalais et pendant la période 1960-1980.

Ainsi Yung (1984, p. 6) rappelle que la place occupée par les superficies de mil et de sorgho à l'intérieur des superficies cultivées totales (arachide + mil + sorgho) varie, selon les régions, de 60 à 53 % d'après une enquête SODEVA de 1981-1982, et de 58 à 50 % d'après une autre évaluation. Lake et Touré (1984, p. 11) constatent que « le paysan n'a pas réellement modifié le rapport de surface entre arachide et mils durant les décennies 60 et 70, soit 56 % pour l'arachide et 44 % pour les mils dans les régions de Louga, Thiès, Diourbel et Sine Saloum »<sup>14</sup>.

Les explications trouvées par Vanhaeverbeke à cette stabilité sont encore valables aujourd'hui. En premier lieu, le mil est une spéculation complémentaire, plutôt que concurrente, de l'arachide en ce qui concerne l'emploi du temps de travail et l'utilisation des terres. Il précède souvent l'arachide dans la rotation affectant une parcelle<sup>15</sup>. En second lieu, la structure de

13. Question rarement posée, bien qu'elle présente un grand intérêt théorique et pratique. Pour un exemple de traitement du même problème à partir d'enquêtes localisées portant sur le coton au Burkina, voir Kohler, 1971, p. 235 sq.

14. Noter que depuis 1984, la région du Sine-Saloum a été découpée en deux nouvelles régions : Kaolack et Fatick (Braibant, 1986, p. 15).

15. Et cela, même lorsque la rotation se modifie. Ainsi Lericollais (1972, p. 87) signale qu'après la rotation ancienne jachère-mil, on est passé, dans le village serer qu'il étudie à la fin des années 60, d'une rotation triennale jachère-mil-arachide à une rotation biennale mil-arachide.

prix et de rendements schématisée par Vanhaeverbeke est favorable à l'arachide lorsque le mil est produit pour la vente. S'il est destiné à l'auto-consommation, ce qui est le cas le plus général, le rapport des revenus nets laisse toutes ses chances au mil, en raison du prix élevé que ce produit peut atteindre lorsqu'il faut l'*acheter* au détail pendant la soudure. Autrement dit, le mil permet d'utiliser des ressources productives qui resteraient partiellement oisives<sup>16</sup>; en outre, le maintien d'une production vivrière garantit un minimum de sécurité alimentaire.

De toute façon, il est rare que le mil soit produit pour la vente :

Les céréales commercialisées ne proviennent pas d'un trop-plein du grenier paysan, mais sont bien plutôt le résultat d'une ponction réalisée sur un grenier le plus souvent déjà insuffisamment rempli (Yung, 1984, p. III).

La raison en est que depuis longtemps, il a été pourvu aux besoins des consommateurs urbains par des importations de riz. Le riz est venu d'Indochine au Sénégal dès le début du siècle : 29 000 t au total de 1906 à 1915 pour l'AOF (dont les deux tiers pour le Sénégal) (Suret-Canale, 1964, p. 74). Il était destiné d'abord aux habitants des villes, mais ensuite aussi aux navétanes venant cultiver l'arachide au Sénégal pendant l'hivernage (Craven et Tuluy, 1979). Ces importations font conclure très tôt à l'existence d'un « déficit céréalier » que le gouverneur général Carde, dès 1924, envisage de combler en demandant à Bélimé d'inclure le riz dans ses projets d'aménagement du delta intérieur du fleuve Niger (Suret-Canale, 1964, p. 357-358).

On parle encore aujourd'hui au Sénégal de déficit céréalier, même si ce déficit résulte davantage peut-être de rapports de prix et de structure de commercialisation que d'un réel blocage de la production. Le « déficit » présente un double aspect : structurel et conjoncturel. Le déficit structurel est dû à l'inadéquation entre une offre qui se compose essentiellement de mil et de sorgho, et une demande en grande partie urbaine tournée vers le riz et le pain. Le déficit conjoncturel porte surtout sur le mil et le sorgho, et dépend de la pluviométrie<sup>17</sup>; celle-ci étant mauvaise depuis longtemps, le déficit a tendance à devenir chronique.

Le premier déficit est surtout couvert par les importations commer-

16. Analyse confirmée par Yung (1984, conclusions II) : « Tout semble se passer comme si un certain seuil d'occupation arachidière étant atteint, on optimisait l'emploi de la force de travail en cultivant l'excédent de terres restant en mil. »

17. Ainsi, en 1985-1986, la production de mil et sorgho, avec 950 000 t, a doublé par rapport à la campagne précédente. Pour les mêmes raisons, la production de maïs a augmenté de 63 %, atteignant 147 000 t.

ciales, le second par l'aide alimentaire. En 1985, les importations céréalières du Sénégal se sont élevées au total à 432 000 t, soit nettement moins qu'en 1984 (687 000 t), compte tenu de la très forte diminution de l'aide alimentaire<sup>18</sup> due à l'amélioration de la production. Les importations de riz représentent 336 000 t; elles n'ont pas diminué — malgré l'augmentation de la production — du fait des avantages fiscaux qu'elles présentent pour l'Etat, et de l'intérêt financier qu'y trouvent certains éléments du secteur privé. Les importations de blé sont en baisse, avec 89 000 t. En valeur, les importations de riz, avec 26 milliards de francs CFA, sont en baisse de 24 %, et ne représentent plus que 7 % du total des importations, contre 9 % en 1984. De ce point de vue, le Sénégal bénéficie de la chute des cours mondiaux qui se poursuit depuis avril 1985. Les importations de blé, quant à elles, s'élèvent à 7,5 milliards de francs CFA (+ 4 %; 2 % des importations). Il y a tout lieu de penser qu'en 1986, les importations de céréales ont continué à se situer autour de 430 000 t, mais leur valeur a pu baisser compte tenu du cours du riz qui a atteint un très bas niveau : la valeur CAF est tombée à 44 F CFA/kg alors que le prix de vente au détail à Dakar est de 160 F CFA. Au total, en 1985/1986, la production céréalière a couvert 68 % de la demande, contre 54 % lors de la campagne précédente. Il aurait été possible d'importer 100 000 t de moins, compte tenu des niveaux respectifs de la production et de la consommation.

Il est facile de souligner les aspects paradoxaux de cette situation, comme le fait Braibant (1986, p. 56-57) : le Sénégal exporte ses phosphates, contre des devises avec lesquelles il achète du riz, alors qu'il pourrait produire du riz avec des rendements accrus grâce aux engrais fabriqués avec les phosphates. En fait, il n'est nullement certain qu'en utilisant des engrais fabriqués localement — mais vendus à quel prix? — le paysan sénégalais parvienne à produire un riz meilleur marché que le riz importé.

Une évaluation économique des aménagements de la rive gauche du fleuve Sénégal (Bonfond et Raymond, 1983) montre que 62 % des 54 340 t de paddy produites en 1982-1983 ont été autoconsommées. Le chiffre d'affaires total de la filière riz a été de 3,2 milliards de francs CFA<sup>19</sup>. Les revenus distribués (3,7 milliards) sont supérieurs à la valeur ajoutée, en raison d'une contribution de l'Etat de 1,3 milliard assurant le financement de l'encadrement, les subventions aux facteurs de production, les impayés et les sinistres. Le revenu monétaire des paysans, médiocre sur l'ensemble des périmètres, est négatif sur les petits périmètres, où l'activité agricole, non rentable, doit être financée grâce à d'autres revenus. Les paysans

18. Cette aide consiste surtout en céréales secondaires.

19. 2,4 milliards de valeur ajoutée, 0,8 milliard d'importations.

cultivent donc avant tout pour assurer leur autoconsommation et minimiser leur risque alimentaire. La conclusion tirée par les experts dans un autre rapport est formelle :

Le choix stratégique qui a été fait de produire du riz dans la zone la plus sèche du Sénégal entraîne des coûts excessifs. Le riz est produit à un coût triple du riz importé, ce qui fait que si l'objectif était atteint, au prix actuel de vente du riz sur les marchés, c'est une subvention annuelle de 35 milliards de francs CFA qui serait nécessaire, à laquelle il faudrait ajouter une moins-value d'une quinzaine de milliards de taxes sur le riz importé<sup>20</sup>, soit une somme représentant le quart du budget du Sénégal. Il est heureux que le Sénégal n'ait pas atteint ses objectifs (Min. de la Coopération, source interne).

Le Sénégal vient d'élaborer un Plan céréaliier dont l'objectif est d'atteindre, en l'an 2000, un taux de couverture de 80 % des besoins à partir de la production intérieure. Ce Plan a été, pour l'essentiel, accepté par les bailleurs de fonds en juin 1986. Il souligne la nécessité de développer à la fois les cultures pluviales (action sur les intrants, augmentation de superficies) dans les zones où la pluviométrie est suffisante, et les cultures irriguées (intensification et nouveaux aménagements hydro-agricoles). Pour aboutir, il nécessite la mise en œuvre des mesures suivantes : donner aux producteurs les moyens d'exercer leurs responsabilités, restructurer l'intervention de l'Etat, améliorer le système de fourniture d'intrants, mettre en place un système de crédit adapté, libéraliser la commercialisation, définir et faire respecter des prix planchers à la production, définir une politique de transformation des céréales et un système de prix cohérents à la consommation, enfin adapter les importations à la production.

En manière de conclusion, on peut rappeler l'opinion d'un expert, J. Giri, qui affirme sans ambages que, le Sahel se trouvant qu'on le veuille ou non immergé dans le marché mondial, l'objectif d'autosuffisance alimentaire à tout prix et quelles que soient les conditions climatiques n'est pas justifié

20. Une étude non encore publiée indique que la SAED achète le paddy actuellement à 85 F CFA/kg dans la vallée du fleuve. Elle revend le kilogramme de riz à la CPSP à 179 F CFA/kg. La CPSP le cède aux grossistes à perte, au prix de 150 F CFA/kg en moyenne environ. Le prix demandé aux consommateurs finals est de 160 F CFA/kg. Bien entendu, le prix-producteur de 85 F CFA/kg de paddy n'a rien à voir avec le coût réel de production. Celui-ci ne peut être estimé qu'à l'échelle de la filière riz ; il incorpore en effet, comme cela a été dit plus haut, diverses dépenses et subventions supportées par l'Etat. Actuellement, ce coût de production peut être estimé à 300 F CFA/kg de riz, amortissement des barrages non compris (Bonnetfond, 1987).

Il convient d'ajouter qu'aux termes des derniers contrats d'importation conclus avec la Thaïlande, le riz parvient à Dakar à un prix CFA compris entre 45 et 60 F CFA/kg. Depuis 1985, il est revendu au détail au prix de 160 F CFA/kg, ce qui procure à l'Etat des recettes substantielles.

(Giri, 1987). Gênés par des taux de change inadaptés, les paysans ne peuvent soutenir la concurrence internationale. Avant de parler de politique céréalière dans un pays comme le Sénégal, il faut adopter des taux de change tels que le riz produit par le paysan thaï et le blé produit par le fermier du Middle West n'arrivent pas à Dakar moins chers que les grains produits localement. En somme, il faudrait accorder aux producteurs sénégalais de céréales, dans leur propre pays, une protection analogue à celle qui, de 1933 à 1968, avait été consentie aux producteurs d'arachide pour leur permettre d'exporter vers la France. A vrai dire, une telle protection, ou tout au moins un début de protection, existe déjà dans la mesure où le prix de vente du riz au Sénégal est supérieur au prix CAF du riz importé. On peut cependant s'interroger sur la portée pratique d'une « protection » qui renchérit sans doute, pour le plus grand avantage de l'Etat, le prix du produit vendu au consommateur urbain, mais qui ne rehausse pas ce prix au niveau du coût de production local. En ce domaine, une protection insuffisante n'est pas loin d'équivaloir à une absence de protection, du moins tant que les coûts de production ne baissent pas<sup>21</sup>.

Des calculs effectués par P. Phélinas (1986, p. 233 et 253) montrent que la protection du riz au Sénégal a parfois procuré des revenus supplémentaires aux producteurs, au détriment des consommateurs<sup>22</sup>. Si cela est vrai, ces transferts ne vont pas contre l'idée généralement admise d'un dualisme rural-urbain défavorisant les agriculteurs (Delgado et Mellor, 1984). Mais la représentation qu'on se fait de ce dualisme, voire de ce « biais urbain », au Sénégal doit être nuancée. De 1960 à 1983, les revenus urbains semblent avoir été divisés par 2, alors que les revenus ruraux n'auraient diminué que de 22 %. Autrement dit, les habitants des villes comme ceux des campagnes auraient vu leur situation économique se détériorer, mais le rapport revenu urbain / revenu rural serait passé de 7 à 5. Les experts précisent que la baisse du revenu urbain moyen, par tête et en francs constants, pourrait s'expliquer en partie par l'afflux de ruraux dans les villes. Ces migrants n'ont pas vu nécessairement baisser leur revenu individuel quand ils sont passés de la campagne à la ville. Ils se trouvaient dans la tranche basse d'une catégorie à faible revenu, et leur exode les a fait accéder à la tranche basse d'une catégorie plus élevée. Seule une enquête de budgets-consommation détaillée permettrait de confirmer ces hypothèses<sup>23</sup>.

21. La « protection » actuelle serait efficace pour le riz pluvial produit au Sénégal oriental, ou pour le riz casamançais, mais pas pour le riz des périmètres irrigués du fleuve — le seul cependant qui soit en partie commercialisé.

22. Au Sénégal, la perte des consommateurs se situe en règle générale entre 2 000 et 3 000 millions de francs CFA, avec deux pointes en 1976 et 1979 à plus de 9 000 millions (Phélinas, 1986, p. 233).

23. MRE/CODEV, source interne.

### III. — AJUSTEMENT FINANCIER OU MODIFICATIONS STRUCTURELLES ?

Le rôle que Dakar a joué autrefois comme capitale de l'ancienne Afrique Occidentale Française a conduit pendant longtemps à une appréciation trop optimiste de la situation sénégalaise. Aujourd'hui, ce pays paraît vivre au-dessus de ses moyens, et l'on se rend mieux compte qu'il appartient sans aucun doute au groupe des pays à faible revenu. Ce réaligement résulte d'un processus historique dont le Sénégal, jusqu'à présent, n'a pas réussi à inverser le sens, faute de trouver une solution à ses graves problèmes économiques.

La dette extérieure du pays atteint 3 milliards de dollars mais l'encours de la dette décaissée tend à diminuer<sup>24</sup>. Cela est dû à la baisse du dollar et du DTS et au fait que 70 % de la dette sénégalaise sont libellés dans ces devises. Cet encours s'élevait à 901,2 milliards de francs CFA fin 1985 (— 4 % de 1984), d'après le FMI, soit 75,9 % du PIB<sup>25</sup>. Le service de la dette, quant à lui, continue d'augmenter, même après rééchelonnement<sup>26</sup>. Les réaménagements d'échéances compensent de moins en moins l'accroissement des charges de la dette. Le service avant rééchelonnement s'élevait à 110 milliards en 1985 (+ 20,9 % par rapport à 1984) et il est estimé à 118,5 milliards pour l'exercice 1986/1987. Le service de la dette après rééchelonnement s'est élevé en 1985 à 77,2 milliards (+ 34,7 %), soit 31,7 % de la valeur des exportations.

Depuis 1980, le FMI apporte au Sénégal une assistance financière et technique pour l'aider à résorber sa crise financière. Deux accords de 1981 et 1983, chacun d'un montant de 63 millions DTS, ont été menés à terme. Il en est de même de l'accord de confirmation du 16 janvier 1985, d'un montant de 76,6 millions DTS, arrivé à terme le 30 juin 1986. Un nouvel accord a été conclu avec le Club de Paris en novembre 1987; il prévoit un rééchelonnement de dette sur seize ans. Au 31 mars 1986, les tirages nets du Sénégal sur le FMI s'élevaient à 234,2 millions DTS (— 1,1 % en un an)<sup>27</sup>.

Depuis un an, les apports du FMI sont inférieurs aux remboursements du Sénégal, ce qui pose un sérieux problème. La Banque mondiale a commencé à prendre le relais par un Crédit d'Ajustement Structurel (CAS) de 70 millions

24. Encours inférieur à l'encours des *engagements* contractés par le Sénégal.

25. D'après une source sénégalaise, cet encours n'était que de 806 milliards au 30 juin 1986, soit 59,5 % du PIB.

26. Cinq fois devant le Club de Paris, deux fois devant celui de Londres.

27. Tirages bruts : 1981, 57,7 ; 1982, 53,2 ; 1983, 37,0 ; 1984, 31,5 ; 1985, 55,6.



de dollars accordé au Sénégal en février 1986 et dont la moitié a été débloquée.

L'aide du FMI, de la BIRD et de l'ensemble des bailleurs de fonds a exigé de la part du Sénégal de sérieux efforts d'ajustement économique et financier. Il devient manifeste, cependant, que les résultats de cette politique ne sont pas satisfaisants.

En un sens, l'ajustement au système des échanges internationaux a commencé à la fin des années 70. Malheureusement, et comme si le Sénégal n'était pas déjà assez handicapé par le climat, par une faible dotation en ressources naturelles, par une croissance démographique rapide, la mauvaise gestion d'organismes essentiels de développement rural (ONCAD, SRDR, etc.) a encore aggravé la situation. Dans ce contexte, les efforts de régularisation actuels ont surtout pour effet de remettre au lendemain la solution de la crise, mais le pays n'obtient pas les moyens financiers massifs qui seraient nécessaires à un véritable changement de structures. Il se produit bien quelques changements, en particulier dans le secteur agricole et dans les relations de ce secteur avec le milieu urbain, mais il semble s'agir davantage d'une adaptation à un processus général de dégradation et d'appauvrissement que d'un ensemble cohérent d'innovations et de réorganisations (Lombard, 1988).

En soi, l'ouverture au marché recommandée par les organismes internationaux ne constitue pas un remède aux difficultés du Sénégal. La libéralisation des échanges, le recours au secteur privé pour l'approvisionnement en intrants et l'écoulement des produits, l'incitation par les prix, la modification des termes de l'échange entre producteurs ruraux et consommateurs urbains (grâce à une protection décourageant les importations), tout cela est nécessaire, sans doute, mais ne dispensera pas d'un effort considérable dans deux domaines :

- l'innovation technologique réduisant les coûts de production (en particulier les coûts en travail);
- l'infrastructure, l'encadrement des producteurs, l'organisation de la commercialisation (Delgado et Mellor, 1984).

Malheureusement, ce qui se passe au Sénégal ne laisse pas augurer très favorablement de l'avenir. Les experts soulignent à juste titre qu'en matière de production agricole, le désengagement de l'Etat est une solution insuffisante et que la redéfinition du rôle des sociétés de développement serait beaucoup plus opportune.

La dégradation actuelle va sans doute se prolonger, avec des conséquences facilement prévisibles : appauvrissement généralisé mais forcément inégal selon les catégories sociales, tensions internes, risques de désordres.

L'absence de modification des structures de production débouche sur un paradoxe : les bailleurs de fonds condamnés à renouveler leur aide tentent d'exercer un contrôle de plus en plus serré sur la gestion du pays, alors pourtant qu'un glissement accéléré vers l'économie informelle — en ville et à la campagne — occulte les activités et le devenir de toute une partie de la population. Quelle peut alors être la portée des arrangements conclus, des dispositions prises, des incitations choisies ?

---

*Pauvres et riches : vers un dépassement des catégories ?*

On trouve au Sénégal bien des facteurs ou bien des symptômes de déséquilibre et même de désagrégation économique et sociale : problèmes écologiques, croissance démographique rapide, chômage important, inégalités criantes, dette extérieure écrasante.

Les interventions actuelles ne tiennent pas suffisamment compte de ces problèmes. En cela, elles sont aussi irresponsables que les irrégularités et l'affairisme qui, au Sénégal et à l'extérieur du Sénégal, ont contribué à créer ou à aggraver la crise présente.

Mieux vaudrait sans doute, pour les créanciers du Sénégal, reconnaître qu'ils se sont trompés et supporter, conformément aux règles libérales qu'ils invoquent, les conséquences financières de leurs erreurs.

L'octroi de réductions d'intérêts et l'augmentation des périodes d'amortissement permettraient d'envisager, dans un contexte enfin assaini, les transferts financiers substantiels qui, au dire des experts sérieux, sont indispensables à l'amélioration de l'appareil de production sénégalais. En d'autres termes, le Sénégal ne se développera pas et même il ne sortira pas de la crise sans déficit *structurel* durable de sa balance des paiements.

Telle est la première révision exigée par la lucidité. Il en est une seconde, plus dérangeante, qui concerne la conception qu'on peut avoir du développement.

L'orthodoxie économique veut que le développement soit avant tout un processus de croissance de la production par tête. De ce point de vue, un pays comme la République fédérale d'Allemagne, où le PIB a augmenté de 2 % par an de 1973 à 1984 alors que la population diminuait de 0,1 % par an, est cité comme un exemple de réussite économique. Étrange réussite, qui laisse envisager dans quelques décennies une sérieuse diminution et un inquiétant vieillissement de la population allemande.

Au lieu de privilégier l'accroissement des richesses par rapport au nombre des hommes, il n'est pas absurde de rechercher l'accroissement du nombre des hommes par rapport à celui des richesses. Cette interversion du numérateur et du dénominateur ménage un avenir aux vivants, chose qui ne

va pas de soi, comme le montrent en Europe actuelle les exemples de la RFA et de la Hongrie. Rechercher ou accepter avant tout l'accroissement de la population, c'est retrouver le programme optimiste des origines : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la » (Genèse, I, 28). On n'a certainement pas oublié que cette façon de voir avait été défendue avec une certaine vivacité par de nombreux participants africains à la Conférence sur la Population d'Accra en 1971 (Amin, 1971).

Chacun, bien sûr, peut s'enfermer dans son point de vue et se persuader qu'il est le seul juste. « Tout "progrès" comprend une interprétation (*Umdeutung*) en bien des éléments renforcés » (Nietzsche, 1980, p. 89). Tout « progrès » est donc essentiellement arbitraire et relatif, trouvant en lui-même sa propre justification. Avec d'autres pays africains, le Sénégal nous offre une occasion de dépasser les contrastes et les oppositions. Il amène en quelque sorte la communauté internationale à reconnaître que la vie se rit des comptables et bouscule les frontières sur lesquelles on fonde la cartographie des taux d'accroissement. En somme, tout se passe comme si le reste du monde était convié à une *réinterprétation* radicale, à parier pour l'avenir et pour les vivants. Plutôt que de laisser l'accroissement de la production se concentrer dans des espaces différents de ceux où la population augmente, et puisque après tout ces deux types de processus se déroulent sur une seule et même planète, pourquoi ne pas atténuer ou supprimer les découpages qui perpétuent ces dangereux contrastes ? De rééchelonnement de la dette en rééchelonnement de la dette, la communauté internationale accepte, non sans réticences bien compréhensibles, de soutenir matériellement une population sénégalaise en pleine expansion. Ainsi les riches s'aperçoivent qu'ils sont moins riches, et les pauvres moins pauvres qu'ils ne croyaient. Cette prise de conscience, encore confuse, d'un destin commun paraît plus réaliste et plus prometteuse que les incantations sur le développement indépendant des petits pays africains.

Mars 1987.

#### BIBLIOGRAPHIE

- Amin (S.), 1971, *L'Afrique sous-peuplée*, communication à la Conférence africaine sur la Population, Accra, 10 p. multigr.
- Banque mondiale, 1986, *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, Washington, 278 p.
- Bonnefond (Ph.), 1984, *Le déficit céréaliier sénégalais*, note MRE/CODEV, 5 p. multigr. + 13 annexes.
- Bonnefond (Ph.), 1986, L'aménagement de la rive gauche du fleuve Sénégal : aspects macro-économiques, *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 12, décembre 1986, p. 56-64.

- Bonnefond (Ph.), Raymond (Cl.), 1983, *Analyse économique de la filière riz SAED. Réactualisation 1982/1983*, Evaluations MRE/CODEV, 35 p. multigr. + 5 annexes.
- Braibant (M.), 1986, *Politiques macro-économiques et performances agricoles au Sénégal, 1960-1984*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en Economie du développement, Univ. Paris I, 2 vol. multigr., 264 p. + 21 annexes.
- Casswell (N.), 1984, Autopsie de l'ONCAD : la politique arachidière au Sénégal 1966-1980, *Politique africaine*, n° 14, p. 39-73.
- Couty (Ph.), 1972, Travaux collectifs en milieu wolof mouride : Darou Rahmane II, in J. Copans et al., *Maintenance sociale et changement économique au Sénégal. I : Doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides*, Paris, ORSTOM, coll. « Travaux et Doc. », n° 15, p. 183-210.
- Couty (Ph.), 1982, Les Mourides et l'arachide au Sénégal, *Revue Tiers Monde*, t. XXIII, n° 90, p. 311-314.
- Couty (Ph.), Bonnefond (Ph.), Varliette (A.), 1986, Réflexions sur les problèmes alimentaires de l'Afrique subsaharienne. *Culture technique*, n° 16, p. 372-380.
- Craven (K.), Tuluy (H. A.), 1979, *Politique du riz au Sénégal*, ADRAO, 79 SD, 6, 57 p. multigr.
- Cruise O'Brien (D.), 1984, Des bienfaits de l'inégalité. L'Etat et l'économie rurale au Sénégal, *Politique africaine*, n° 14, p. 34-38.
- Decraene (Ph.), 1985, *Le Sénégal*, Paris, PUF, « Que sais-je? », n° 597, 126 p.
- Delgado (Ch.), Mellor (J. W.), 1984, A structural view of policy issues in African agricultural development, *American J. of Agricultural Economics*, vol. 66, n° 5, p. 665-670.
- Deschamps (H.), 1964, *Le Sénégal et la Gambie*, Paris, PUF, « Que sais-je? », n° 597, 126 p.
- Dubois (J.-P.), 1975, Les Serer et la question des Terres neuves au Sénégal, *Cah. ORSTOM*, série « Sciences humaines », vol. XII, n° 1, p. 81-120.
- Dubois (J.-P.), Milleville (P.), Trincas (P. X.), 1976, *Opération Terres neuves (projet pilote Koumpentoum-Maka). Etude d'accompagnement*, rapport de synthèse, Dakar, ORSTOM, 59 p. multigr.
- Eicher (C. K.), Baker (D. C.), 1982, *Research on Agricultural Development in Sub-Saharan Africa : a critical survey*, MSU International Development, Paper n° 1, Michigan State University, East Lansing, Etats-Unis, 336 p.
- Gatin (A.), 1968, *Bilan de quatre années de vulgarisation de thèmes techniques au Sénégal*, Bambey, SATEC, 29 p. multigr. + annexes.
- Gaulme (F.), 1986, Le Sénégal sur la voie de la diversification économique, *Marchés tropicaux*, 7 novembre 1986, p. 2784-2787.
- Giri (J.), 1987, Marché mondial et marché sahélien des céréales, *Lettre de SOLAGRAL. Stratégies alimentaires*, supplément n° 14, p. 5-9.
- Kohler (J. M.), 1971, *Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest-Mossi (Haute-Volta)*, Paris, ORSTOM, coll. « Mémoires », n° 46, 248 p.
- Lake (L. A.), Touré (S. N.), 1984, *L'expansion du Bassin arachidier. Sénégal 1954-1979*, Dakar, IFAN, 100 p. multigr. (Ce document a également été publié par le Groupe AMIRA, Paris, INSEE/Coop. en août 1985, brochure n° 48, 102 p.)

- Lericollais (A.), 1972, *Sob, étude géographique d'un terroir serer (Sénégal)*, Paris et La Haye, ORSTOM et Mouton, 110 p.
- Lombard (J.), 1988, *Problèmes alimentaires et stratégies de survie dans le Sahel sénégalais : les paysans Serer*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en Géographie, Univ. de Paris X - Nanterre, 404 p. multigr.
- Marseille (J.), 1984, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 462 p.
- Mas (J.-B.), 1962, *Le rôle de l'arachide dans la croissance économique du Sénégal*, Ministère du Plan et du Développement, Dakar.
- Monteil (V.), 1966, Une confrérie musulmane au Sénégal, in *Initiations et Etudes africaines*, n° XXI, Univ. de Dakar et IFAN, IV, p. 159-202.
- MRE/CODEV, 1983, Perspectives démographiques à l'an 2000 en Afrique, *Etudes et Documents*, n° 55, 2 vol. multigr. 348 + 344 p.
- Myint (H.), 1966, *Les politiques de développement*, Paris, Editions Ouvrières, 176 p.
- Nascimento (M.), Raffinot (M.), 1985, Politique de prix agricoles et comportement des producteurs : le cas de l'arachide au Sénégal, *Revue économique*, n° 4, p. 779-796.
- Nord-Sud-Export Consultants, 1987, *Sénégal*, 5, dossier n° 117, 9 p.
- Nietzsche (F.), 1976, *Le nihilisme européen*, Paris, UGE, coll. « 10/18 », n° 1062, 318 p.
- Paulino (L. A.), 1986, *Food in the Third World : Past Trends and Projections to 2000*, IFPRI Research report n° 52, 76 p.
- Pélissier (P.), 1966, *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, Impr. Fabrègue, 974 p.
- Perez de Arce (D.), 1986, Le Sénégal à la dérive des marchés mondiaux, *Revue Tiers Monde*, t. XXVII, n° 105, p. 164-177.
- Phelinas (P.), 1986, *Politique des prix du riz, incitation à la production et effet sur la répartition des revenus dans six pays africains*, thèse de doctorat en Economie du Développement, Univ. de Clermont I et ORSTOM, 384 p. multigr.
- Portères (R.), 1952, *Aménagement de l'économie agricole et rurale au Sénégal*, Dakar, GIA, 3 fasc. multigr.
- Reynolds (L. G.), 1983, The spread of economic growth to the Third World 1850-1980, *J. of Economic Literature*, vol. XXI, p. 941-980.
- Roch (J.), 1975, Les migrations économiques de saison sèche en Bassin arachidier sénégalais, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sciences humaines », vol. XII, n° 1, p. 55-80.
- Ross (C. G.), 1980, Grain demand and consumer preference in Senegal, *Food Policy*, vol. 5, n° 4, p. 273-281.
- Suret-Canale (J.), 1964, *Afrique noire : l'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Editions Sociales, 636 p.
- Thenevin (P.), 1985, *Quelques réflexions pour des politiques de développement au Sénégal*, MRE/CODEV, 9 p. multigr.
- Trincas (P. X.), 1979, Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale : les Serer dans les Terres neuves du Sénégal oriental, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sciences humaines », vol. XVI, n° 1-2, p. 19-36.

Vanhaeverbeke (A.), 1970, *Rémunération du travail et commerce extérieur. Essor d'une économie paysanne exportatrice et termes de l'échange des producteurs d'arachide au Sénégal*, Centre de Recherches des Pays en développement, Louvain, 254 p.

Viau (P.), 1975, Pourquoi le soja a détrôné l'arachide?, *Problèmes économiques*, n° 1433, p. 29-32.

Yung (J. M.), 1984, *La filière mil dans le Bassin arachidier au Sénégal*, MRE/CODEV, 72 p. multigr. + conclusions et annexes (Mission évaluation).

ANNEXE. — *Production d'arachide, de mil et de sorgho*  
(Sénégal, 1960-1986)

Années	Arachide				Mil et sorgho			
	Surface ensemencée (1 000 ha)	Production (1 000 t)	Rendement (Kg/ha)	Prix d'achat producteur F CFA net/kg courants	Surface ensemencée (1 000 ha)	Production (1 000 t)	Rendement (kg/ha)	Prix d'achat producteur officiel F CFA/kg courants
1960	967	829	914	20,5	741	320	431	
1961	977	892	913	22	762	392	514	
1962	1 026	995	969	22	831	407	489	15
1963	1 015	914	900	21,5	865	424	490	16
1964	1 084	952	878	21,5	959	478	498	16
1965	1 055	1 019	966	21,5	1 011	532	526	15
1966	1 114	1 121	1 007	21,5	1 069	554	518	17
1967	1 114	857	769	18	997	423	424	17
1968	1 164	1 005	864	18	1 155	654	566	17
1969	1 191	830	697	18,5	1 024	450	439	17
1970	953	789	828	19,5	1 037	623	600	18
1971	1 049	583	556	19,5	976	401	410	17
1972	1 060	989	932	23,7	975	503	515	18
1973	1 071	570	532	23	936	586	626	17
1974	1 026	675	658	29,8	1 094	511	467	25
1975	1 052	980	932	41	1 154	795	688	30
1976	1 203	1 412	1 174	41,5	963	621	644	30
1977	1 346	1 208	897	41,5	895	507	566	35
1978	1 113	519	466	41,5	943	417	442	40
1979	1 179	1 061	900	41,5	1 055	795	753	40
1980	1 069	676	632	45,5	968	496	512	40
1981	1 075	490	452	46	1 117	545	487	40
1982	1 086	884	870	60	1 177	736	625	50
1983	1 167	1 145	981	60	991	585	590	50
1984	965	571	514	50	828	352	425	55
1985	858	669	780	50	1 002	471	470	55
1986		600				950		

NB. — Les chiffres de production d'arachides indiqués pour 1960 concernent la campagne 1959-1960, et ainsi de suite.